

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/TRIMS/W/10

3 novembre 1997

(97-4802)

**Comité des mesures concernant les
investissements et liées au commerce**

Original: anglais

QUESTIONS SOULEVEES PAR LES ETATS-UNIS

On trouvera ci-après les questions que la délégation des Etats-Unis a posées aux délégations du Brésil, de la Colombie, de l'Argentine et de l'Ouganda au titre du point de l'ordre du jour intitulé "Notifications au titre de l'article 5:1 de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce" à la réunion du Comité qui s'est tenue le 15 septembre 1997.

Brésil: En ce qui concerne les mesures provisoires n° 1532 et 1536 (et toutes mesures apparentées ultérieures ayant pu prolonger, modifier ou remplacer lesdites mesures), prière de répondre, pour chaque mesure, aux questions suivantes:

- 1) Sur quelle base le Brésil se fonde-t-il, le cas échéant, pour justifier la compatibilité avec les règles de l'OMC des aspects et prescriptions relatifs à la teneur en produits nationaux et à l'équilibre des échanges qui caractérisent chaque mesure (préciser notamment les dispositions particulières de l'Accord sur l'OMC à l'appui d'une telle position, ainsi que la raison pour laquelle de telles mesures ne constituent pas une violation des articles III et XI du GATT de 1994)?
- 2) Chacune des mesures provisoires est-elle liée à une quelconque MIC notifiée, et si tel n'est pas le cas, pourquoi ces mesures n'ont-elles pas été notifiées en tant que MIC?
- 3) Le Brésil avance-t-il que chaque mesure est une MIC, et si tel n'est pas le cas, pourquoi ne le fait-il pas?
- 4) Quelles sont les dispositions prises par le Brésil en vue de supprimer chaque mesure et notamment les éventuels calendriers ou prévisions établis pour leur démantèlement?

Colombie: Comme il ressort du paragraphe 19 du compte rendu de la réunion tenue le 17 mars, la délégation des Etats-Unis a soulevé des questions concernant la déclaration de la Colombie selon laquelle "la possibilité de transformer la politique d'absorption en accords sectoriels pour améliorer la compétitivité est à l'étude". A cet égard, prière de répondre aux questions suivantes:

- 1) Que faut-il entendre par accords sectoriels pour améliorer la compétitivité?
- 2) A quel moment se propose-t-on de procéder à cette transformation?
- 3) Quel sera le mécanisme juridique intérieur utilisé à cette fin?

Argentine: S'agissant de la notification portant la mention "addendum" sur le régime applicable à l'industrie automobile en Argentine présentée au Comité des MIC le 21 mars 1997, ainsi que la première notification présentée par l'Argentine au Comité des MIC le 10 avril 1995 (la "notification initiale"), prière de répondre aux questions suivantes.

A. Modifications apportées aux prescriptions relatives à la teneur en éléments d'origine nationale du Décret n° 33/96

Selon le Décret relatif à l'industrie automobile n° 2677/91 initialement notifié, les fabricants peuvent utiliser jusqu'à 40 pour cent de parties, pièces détachées et éléments importés (42 pour cent pour les véhicules de la catégorie B). Il est ensuite indiqué dans ledit décret qu'à partir de 1995 et jusqu'au 31 décembre 1999, seront applicables les indices relatifs à la teneur maximale en éléments importés convenus dans le cadre du MERCOSUR, lesquels ne peuvent être inférieurs à ceux fixés par le présent décret pour cette période initiale (c'est-à-dire à 40 pour cent). L'examen des décrets ultérieurs notifiés dans le cadre de la première notification des MIC n'a permis de relever aucune modification des limites concernant la teneur en éléments importés.

Toutefois, le Décret n° 33/96 notifié récemment réduit la teneur en éléments importés autorisée à des niveaux inférieurs aux niveaux spécifiés dans les décrets initialement notifiés et dans la première notification des MIC présentée par l'Argentine: **auparavant** la teneur requise en éléments d'origine nationale ne pouvait pas dépasser 60 pour cent; **désormais**, la teneur en éléments d'origine nationale devra, en vertu du Décret n° 33/96, être au moins égale à 67,5 pour cent d'ici à 1999.

1. Comment l'Argentine justifie-t-elle la conclusion selon laquelle l'addendum à la notification et le Décret n° 33/96 ne constituent pas une violation de l'article 5:4 de l'Accord sur les MIC?
2. Comment l'Argentine justifie-t-elle cette mesure à la lumière des obligations qui lui incombent en vertu de l'Accord sur l'OMC?
3. Dans la mesure où l'Argentine prétend que le changement de la méthode utilisée pour le calcul de la teneur en éléments d'origine nationale, lequel est basé non plus sur la valeur en douane (Aforo) mais sur la valeur f.a.b., justifie les modifications apportées, prière d'expliquer comment un tel changement a fonctionné dans la pratique depuis 1996. Présenter une analyse précise portant sur l'ensemble du secteur à l'appui de l'argument de l'Argentine selon lequel, en moyenne, les prescriptions relatives à la teneur en éléments d'origine nationale du Décret n° 33/96 nouvellement notifié ne restreignent pas davantage les échanges que les dispositions des décrets notifiés dans les notifications initiales.

B. Préoccupations concernant la mise en oeuvre de taux relatifs à la teneur en éléments d'origine nationale appliqués à des modèles spécifiques

Le Décret relatif aux MIC notifié initialement prévoit que, jusqu'au 31 décembre 1995, la teneur en éléments importés peut être une moyenne concernant plusieurs catégories de véhicules. Toutefois, l'article 3 du Décret n° 33/96, tel qu'il figure dans la nouvelle notification des MIC, modifie l'article 5 de la notification initiale et dispose qu'à partir de 1996, les indices de la teneur en éléments importés s'appliqueront pour chaque modèle spécifique.

4. Prière d'indiquer si l'interprétation des Etats-Unis concernant ce changement entre la notification initiale et l'addendum est correcte. Si tel n'est pas le cas, préciser comment on procède pour faire la moyenne de la teneur en éléments d'origine nationale,

et quelles sont les différences entre les dispositions des mesures notifiées initialement et celles de l'addendum concernant cet aspect du régime applicable à l'industrie automobile en Argentine.

5. Prière de préciser comment le changement éventuel consistant à passer d'un système de moyenne à un système de taux applicables pour chaque modèle spécifique, tel qu'il est décrit ci-dessus, est compatible avec l'article 5:4 de l'Accord sur les MIC; fournir des exemples concrets du fonctionnement du système dans la pratique, ainsi qu'une analyse portant sur l'ensemble du secteur et montrant que de tels changements n'ont pas rendu le système plus restrictif d'un point de vue commercial.
- C. Le Décret n° 33/96 semble également élargir la portée de la mesure aux entreprises de fabrication de parties et pièces détachées pour automobiles, puisqu'au paragraphe 3 de la notification il est indiqué: "de même, on adopte un système destiné aux fabricants de parties et pièces détachées pour automobiles dont les lignes directrices sont les mêmes que celles que le régime prévoit pour les entreprises de montage d'automobiles". Le Décret notifié initialement semble n'être applicable qu'aux importations et exportations des "entreprises de montage" d'automobiles, et non aux entreprises de fabrication de parties et pièces détachées pour automobiles.
6. L'interprétation des Etats-Unis concernant les changements constatés entre la notification initiale et l'addendum est-elle correcte? Si ce n'est pas le cas, quels sont les changements qui ont été apportés, le cas échéant?
 7. Prière d'expliquer pourquoi les changements constatés dans le Décret n° 33/96 par rapport aux mesures notifiées initialement ne sont pas incompatibles avec l'article 5:4 de l'Accord sur les MIC.

Ouganda: Comme les Etats-Unis et de nombreuses autres délégations l'ont souligné à maintes reprises au cours des réunions du Comité des MIC, le respect du délai prévu pour le dépôt des notifications relatives aux MIC, qui est de 90 jours à compter de la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, soit avant le 31 mars 1995, constitue une prescription juridique fondamentale à laquelle les pays en développement et les pays les moins avancés Membres de l'OMC doivent satisfaire pour bénéficier des périodes de transition prévues par l'article 5:2 de l'Accord sur les MIC. Toutefois, l'Ouganda n'a pas notifié les MIC qu'il applique dans le délai de 90 jours prescrit. Aussi, les Etats-Unis ne peuvent souscrire à la déclaration selon laquelle l'Ouganda modifiera le Code de l'investissement "dans les délais prévus par l'Accord [sur les MIC]". De l'avis des Etats-Unis, l'Ouganda ne peut pas se prévaloir des dispositions de l'Accord sur les MIC.

A la lumière de ces observations, les Etats-Unis demandent à la délégation de l'Ouganda de préciser quand elle entend modifier les dispositions relatives à la teneur en éléments d'origine nationale de sa législation concernant l'investissement.